

Les églises parisiennes sont-elles en danger ?

ENQUÊTE L'état du patrimoine religieux envenime le débat des municipales dans la capitale. Ce qu'il en est vraiment

HERVÉ GUÉNOT

« Attention, chutes de pierres. » Emmaillottée de filets, l'église de la Sainte-Trinité est en petite forme. C'est l'une des dix églises les plus menacées de Paris, selon l'Observatoire du patrimoine religieux et SOS Paris*. « L'écrivain Maurice Barrès a écrit autrefois un livre où il dénonçait la grande pitié des églises de France. Ce diagnostic est d'actualité pour les églises parisiennes, dont 10 à 20 % seulement sont dans un état convenable », affirme Maxime Cumunel, délégué général de cet observatoire.

Alors que s'esquisse la campagne pour les municipales (le groupe UMP a déposé sur le sujet un vœu mercredi), ce cri d'alarme associatif prend les Parisiens à témoin et s'adresse aux élus, auxquels il est demandé de « s'engager » sur le dossier. La dégradation est jugée telle qu'une ONG américaine, le World Monuments Fund, vient de retenir pour 2014 deux églises parisiennes sur sa liste des monuments en péril: Notre-Dame-de-Lorette (fresques du XIX^e siècle dégradées) et Saint-Merri (façade, toiture, fresques de Chassériau malmenées). C'est une « véritable claque pour la municipalité parisienne », considère La Tribune de l'art du 8 octobre. Est-on revenu, aux années 1920, où le milliardaire américain John D. Rockefeller Jr finançait la réhabilitation du gros œuvre du château de Versailles dans une France appauvrie par la guerre ?

Le patrimoine religieux parisien est considérable: 96 édifices (85 églises, 9 temples, 2 synagogues). Des biens parfois issus des confiscations révolutionnaires, restitués par Napoléon aux communes après le Concordat, parfois issus de la loi de séparation de l'Église et de l'État: les églises paroissiales sont allées aux communes, les cathédrales à l'État (par exemple Notre-Dame). Patrimoine difficile à entretenir: droite et

gauche se renvoient la responsabilité de la situation. « Sans dire que tout est parfait, il est très excessif de parler de péril: l'état du patrimoine religieux parisien s'améliore depuis douze ans. L'état dans lequel nous l'avons trouvé en 2001 n'était pas satisfaisant, loin de là. À l'époque, il était vraiment en danger. Plus maintenant », explique Danièle Pourtaud, adjointe (PS) au maire de Paris chargée du patrimoine.

Soixante-trois opérations de restauration en douze ans

Jean-François Legaret rappelle qu'un « plan églises » a été mis en place dans les années 1990 sur dix ans (mais pas mis systématiquement en œuvre). « Pour éviter le saupoudrage, la logique était de réhabiliter de A à Z une église sans négliger les urgences des autres. On a ainsi entièrement restauré Saint-Étienne-du-Mont et Saint-Roch », souligne l'ancien adjoint (UMP) aux finances (1995-2001). « Pour notre part, nous avons fait face aux urgences: restauration de la tour nord de Saint-Sulpice et de la façade de Saint-Paul - Saint-Louis », précise Danièle Pourtaud.

Parlons argent: Bernard Gaudillère, adjoint (PS) au maire chargé du budget, indique que 151 millions d'euros ont été investis dans le patrimoine religieux sur les deux mandatures de Bertrand Delanoë (90 millions d'euros pour la première, 61 millions pour la seconde, la différence étant dans les travaux exceptionnels pour Saint-Sulpice) contre 274 millions d'euros sous la mandature de Jean Tiberi (5 millions d'euros par an). « Depuis 2001, des sommes substantielles ont été investies, à raison de 11 millions d'euros par an, certes jamais suffisantes. Mais nous devons aussi choisir et pourvoir à la création de crèches, d'écoles, de bibliothèques », poursuit Danièle Pourtaud. Bilan depuis 2001: 30 opérations de restauration de

toitures d'églises et 33 opérations de restauration de façades.

Côté chiffres, les associations renvoient dos à dos la droite et la gauche. « Onze millions d'euros par an consacrés aux édifices religieux sur un budget parisien de plus de 7 milliards d'euros, c'est une goutte d'eau. Or, la ressource existe puisque la ville a dépensé 85 millions d'euros pour la Gaîté lyrique [aux cultures numériques]. Il s'agit bien d'un choix politique », affirme Maxime Cumunel. Pourquoi ce patrimoine religieux a-t-il été délaissé? « C'est une question d'idéologie, analyse le responsable associatif. La gauche oppose le patrimoine vivant et le patrimoine historique, a fortiori le patrimoine religieux. La droite, elle, est plutôt indifférente. Ajoutez-y la décentralisation, c'est-à-dire le désengagement de l'État, vous avez un mélange délétère qui conduit à l'abandon d'une partie de ce patrimoine. »

Cinq cents millions d'euros pour sauver les 96 sanctuaires

Abandon dangereux qui pourrait aller jusqu'à des dégradations ultimes si rien n'est fait. « Nous évaluons à 500 millions d'euros dans les quinze ans les crédits nécessaires pour sauver ces 96 sanctuaires. Soit 15 € par habitant et par an. La Ville a les cartes en main et son personnel, hautement qualifié, est capable de cet effort », résume Maxime Cumunel. Programme idéal: commencer par les dix églises les plus menacées. Et s'arrêter sur celles qui marquent les perspectives urbaines: la Madeleine, Saint-Augustin, la Sainte-Trinité. Ce programme suppose un appel au mécénat et à la souscription publique. « J'y suis favorable. Et pour moi, le mécénat s'ajoute et ne se substitue pas à l'effort de la Ville », déclare Danièle Pourtaud. À cet égard, la campagne de travaux en 5 tranches (6 millions d'euros jusqu'en 2019) de l'église Saint-



Travaux devant l'église de la Sainte-Trinité, place d'Estienne-d'Orves (9^e). J. DE FONTENAY POUR LE JDD

Germain-des-Prés financés par Paris, l'État, épaulés par un fonds de dotation français et l'American Friends for the Preservation of Saint-Germain-des-Prés, est emblématique. « Les deux premières tranches pour 2014-2015 sont financées: 2 à 3 millions d'euros. Il s'agit notamment de restaurer le chœur des moines et les peintures murales d'Hippolyte Flandrin, un élève d'Ingres. Les travaux devraient débuter à l'automne prochain », explique Benoist de Sinety, curé de la célèbre église et cheville ouvrière de l'opération.

Au-delà de toute considération religieuse, l'Observatoire du patrimoine estime que restaurer les églises parisiennes serait un bon investissement culturel et touristique, donc économique. Les églises sont des musées libres: les murs de Notre-Dame-de-Lorette

sont entièrement recouverts de décors. « Faut-il rappeler que les deux monuments parisiens les plus visités par les touristes sont dans l'ordre Notre-Dame et le Sacré-Cœur? », demande Maxime Cumunel. Un espoir s'ouvre aux amis du patrimoine: les deux candidates à la mairie de Paris se disent attentives à la question. Anne Hidalgo (PS) a prévu un « plan de sauvegarde » des églises parisiennes « financé sur le budget de la Ville ». Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) lancera, dès son éventuelle élection, « un audit afin de cibler les sites et travaux prioritaires » et fera appel au « mécénat ». ●

* Saint-Merri, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Augustin (dôme refait), la Sainte-Trinité, la Madeleine, Saint-Eustache, Saint-Sulpice (peintures murales de Delacroix), Saint-Nicolas-des-Champs, Saint-Jean-Baptiste de Belleville, Saint-Séverin.

« Paris est en train d'annexer la banlieue »

PATRICK DEVEDJIAN L'élU UMP veut mobiliser les maires contre la Métropole du Grand Paris, à la veille de leur salon, porte de Versailles

INTERVIEW
BERTRAND GRÉCO

Patrick Devedjian, député et président du conseil général des Hauts-de-Seine, pousse un « coup de gueule » contre le projet de loi (examiné en seconde lecture à l'Assemblée le 10 décembre) qui vise entre autres à créer une Métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016. Vous êtes très remonté contre la future Métropole du Grand Paris. Pourquoi ?

Ce projet, c'est l'absorption des villes de la petite couronne par la ville de Paris. Pendant un siècle, la



ÉLODIE GRÉGOIRE POUR LE JDD

banlieue a été le dépotoir de la capitale. Avec la loi Defferre de 1982, les communes sont devenues de vraies municipalités capables de s'adminis-

trer sans la tutelle de l'État. C'était un progrès, les villes se sont transformées et beaucoup de choses se sont améliorées. Le texte présenté par le gouvernement fait fi des spécificités locales en proposant de revenir à une politique uniforme. C'est la fin de la proximité, le retour à la centralisation et le règne annoncé de la technocratie.

Pourtant, la situation actuelle n'est pas satisfaisante: la pénurie de logements est patente en Île-de-France...

Parce qu'on n'a pas assez décentralisé vers la province. Toute l'offre d'emplois se concentre en région parisienne. D'où l'afflux de population et le manque de logements. Le but affiché de ce projet de loi est de densifier les villes pour construire 70.000 logements par

an, alors qu'on en construit 38.000 aujourd'hui. Or notre territoire est déjà le plus dense d'Europe, deux fois plus dense que le territoire londonien. À Paris, depuis des décennies, on vide les logements pour les transformer en bureaux alors qu'il faut faire l'inverse. Les gens n'ont pas envie qu'on densifie leur ville. **N'est-il pas pertinent de s'attaquer au problème du logement à l'échelle de la métropole ?**

Certes, mais ce doit être démocratique et par adhésion, pas de façon autoritaire. La ville de Paris est en train d'annexer la banlieue, ni plus ni moins. La banlieue est toujours le parent pauvre. La preuve: 700 policiers ont été affectés à Paris en 2013, 30 dans les Hauts-de-Seine. Autre exemple: la RATP a livré 230 autobus à Paris en 2013,

70 pour toute la petite couronne. Voilà ce qu'est la Métropole.

Jusqu'où êtes-vous prêt à aller dans la contestation ?

Je compte mobiliser les élus locaux à la veille du Salon des maires [les 19, 20 et 21 novembre à Paris, porte de Versailles]. Les communistes de leur côté et l'UMP du sien, nous avons lancé une pétition pour montrer que les élus et la population sont totalement opposés à cette loi. Nous avons déjà 3.000 signatures, dont une centaine d'élus nationaux et une quarantaine de maires des villes de la petite couronne. ●

www.lejdd.fr

Enquête sur la gestion Sarkozy dans le 92